

DÉCLARATION ET OBSERVATIONS

127/22  
18/02/2022

## **Intervention du président Charles Michel lors de la conférence presse finale à l'issue du sommet Union européenne-Union africaine.**

Je voudrais commencer par remercier chacune et chacun des participants ainsi que l'ensemble des délégations qui ont permis de faire de ce sommet un moment politique important tout entier tourné vers l'avenir.

Ce sommet, nous l'avons préparé en équipe avec les amis africains et les amis européens depuis de nombreux mois, parce que nous souhaitions en faire un sommet différent. Nous pensions en effet qu'il fallait préparer ensemble l'agenda, et préparer ensemble aussi une méthode qui nous permette de s'écouter mutuellement, de mieux se comprendre et de mieux intégrer cet indispensable travail, pour partager des objectifs communs et déployer des moyens afin de se rapprocher de ces objectifs.

Aucun sujet n'a été tenu à l'écart. Nous avons mis en place sept tables rondes qui visaient à évoquer les différents thèmes, y compris parfois des sujets complexes, des sujets difficiles qui nécessitent de la nuance et qui nécessitent de l'ambition et du leadership. Ces sept tables rondes ont été l'occasion de dessiner ensemble les fondations pour un partenariat renouvelé. Celui-ci est fondé sur des principes essentiels, tels que le respect mutuel, la volonté de définir des intérêts communs et la volonté d'agir ensemble chaque fois que l'on ressent qu'il y a une valeur ajoutée à cette action conjointe, ce que j'ai envie d'appeler l'intelligence collective africaine et européenne en action.

Nous avons aussi eu l'occasion de faire le point sur des sujets très concrets sur lesquels, depuis de nombreux mois, nous sommes déjà au travail. Cela a été le cas, par exemple, dans le domaine de la santé. Nous avons eu des discussions sur la manière d'être pragmatiques et efficaces, et de mettre en œuvre des capacités de développement et de production de vaccins sur le continent africain. Nous avons évoqué ces sujets qui sont extrêmement importants pour l'avenir. Nous avons aussi évoqué le suivi en lien avec les engagements que nous avons pris il y a quelques mois, cher Emmanuel (Macron), avec toi, mais également avec les amis africains et européens, à Paris, lors de la conférence sur le financement du développement, qui a été l'occasion d'intégrer le fait que les droits de tirage spéciaux devaient être un levier que l'on devait tenter de mobiliser pour participer à ce financement du développement. Depuis Paris, des progrès importants ont été réalisés en mobilisant le G7, en mobilisant le G20.

Au départ de cette ambition politique, et aujourd'hui encore, des pas additionnels à concurrence de 13 milliards sont réalisés avec plusieurs États membres européens qui participent à cet engagement pour mobiliser ces droits de tirage spéciaux. Mais avec, c'est vrai, la volonté de poursuivre le travail, de poursuivre les efforts, et en prenant bien sûr en compte un certain nombre de réalités constitutionnelles ou institutionnelles.

Mais ce qui compte, c'est le but, c'est de réussir à faire en sorte que l'on puisse poursuivre l'action sur le sujet. Mobilisation aussi autour de projets qui correspondent aux priorités africaines afin de soutenir le développement et l'innovation, de soutenir la prospérité dans le domaine climatique, dans le domaine numérique et dans le domaine des infrastructures.

Et puis, un dernier élément qui nous tient à cœur - et nous avons ressenti à quel point il y avait là une volonté partagée. Nous avons la conviction que dans le passé, il est arrivé que les intentions soient fortes, que les intentions soient généreuses, parfois même extrêmement ambitieuses, mais que les résultats ne soient pas toujours à la hauteur de nos ambitions. D'où l'importance, en termes de gouvernance commune et conjointe, de mettre en place un mécanisme de suivi, un mécanisme de monitoring, afin de veiller, au départ, bien sûr, de nos deux Commissions, mais également au départ du leadership politique Union africaine - Union européenne, avec la mobilisation des acteurs du secteur privé et de la société civile, notamment la Fondation Afrique Europe, à ce que l'on ait à rythme régulier la capacité de faire le point, de voir quels sont les projets qui avancent bien, quels sont les projets qui se concrétisent conformément au planning qui avait été identifié, quels sont ceux pour lesquels, peut-être, de nouvelles impulsions, des adaptations et des améliorations sont nécessaires.

J'ai envie de dire que, pendant ces quelques heures depuis hier et aujourd'hui à Bruxelles, soufflait un esprit nouveau, un esprit tourné vers l'avenir, un esprit ambitieux qui doit être la fondation de cette relation, de ce partenariat privilégié entre l'Europe et l'Afrique. Merci, en tout cas, à chacune et à chacun de ceux qui se sont mobilisés pour faire de ce moment un succès politique qui

doit être une fondation, afin de réussir à ce que les objectifs se traduisent en actes concrets et tangibles au service de nos populations respectives. Merci.

**Press office - General Secretariat of the Council**

Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUSSELS - Tel.: +32 (0)2 281 6319

[press@consilium.europa.eu](mailto:press@consilium.europa.eu) - [www.consilium.europa.eu/press](http://www.consilium.europa.eu/press)